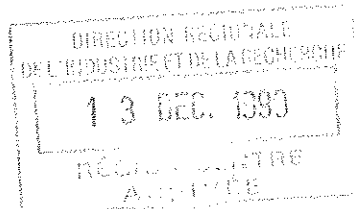


PREFECTURE D'EURE-ET-LOIR

DIRECTION DE  
LA REGLEMENTATION ET  
DES LIBERTES PUBLIQUES

BUREAU DE L'URBANISME  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
MC/MOD

AFFAIRE SUIVIE PAR :  
MME CHEVALLIER  
TEL : 02 37 27 70 94



ARRETE D'AUTORISATION

ARVIN REPLACEMENT PRODUCTS S.A.

ARRETE N° 2828

LE PREFET D'EURE-ET-LOIR,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de loi du 19 juillet 1976 ;

Vu les décrets des 7 juillet 1992, 29 décembre 1993, 11 mars 1996 et 27 novembre 1997 portant refonte de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu les prescriptions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs imposées par le titre III du livre II du Code de Travail et les textes réglementaires s'y rapportant ;

Vu la demande d'autorisation présentée par la Société ARVIN REPLACEMENT PRODUCTS pour l'exploitation de ses activités de fabrication de systèmes d'échappement dans le cadre de leur réactualisation et d'un atelier d'essais de moteurs à explosion dans son usine implantée dans la Z.I Nord de DREUX ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 99 du 22 janvier 1999 prescrivant sur ladite demande une enquête publique qui s'est déroulée du 15 février 1999 au 17 mars 1999 sur le territoire de la commune de DREUX, les communes de CHERISY, LURAY, MONTREUIL, SAINTE-GEMME-MORONVAL et VERNOUILLET étant concernées par le rayon d'affichage .

Vu l'ensemble des pièces et documents annexés au dossier d'enquête ;

Vu le procès-verbal d'enquête et les conclusions émises par le Commissaire-Enquêteur ;

P.A.	
I.R.T.	
M.S.	
A.D.	
S.T.	
G.R.	

Vu les avis émis par les Directeurs Départementaux de l'Équipement, de l'Agriculture et de la Forêt, des Affaires Sanitaires et Sociales, du Service d'Incendie et de Secours et par le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile ;

Vu le rapport établi par l'Inspecteur des Installations Classées ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 28 septembre 1999 ;

Considérant que l'exploitation des activités de la Société ARVIN REPLACEMENT PRODUCTS nécessite une autorisation préfectorale ;

Statuant en conformité des titres I et II de la loi du 19 juillet 1976 susvisée ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

### **ARRETE**

## **TITRE I : CONDITIONS GENERALES**

### **ARTICLE 1**

La société ARVIN REPLACEMENT PRODUCTS S.A. dont le siège social est situé 165 rue du 1<sup>er</sup> mai – B.P. 317 – 92003 NANTERRE CEDEX, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation d'une unité de fabrication de silencieux et de pots catalytiques et à créer un atelier d'essais de moteurs à explosion, dans les locaux industriels implantés 30 rue des Livraindières – Z.I. Nord – 28100 DREUX.

Les installations et équipements annexes autorisés sont repris à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sous les rubriques suivantes :

Rubrique de la nomenclature	Désignation de l'activité	Classement AS/A/D/NC <sup>(1)</sup>
298 – 2	Atelier d'essais de moteurs à explosion lorsque la puissance totale des moteurs simultanément en essai dépasse 147 kW : 1 x 100 kW + 1 x 80 kW + 1 x 4 kW soit <b>184 kW au total</b>	A
2560 – 1	Travail mécanique des métaux ; la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW : <b>Presses de formage et découpe dont la puissance totale est égale à 1500 kW</b>	A
2565 – 2 b	Traitement des métaux par voie chimique ; le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1 500 l : <b>1 cuve de dégraissage de 1,08 m<sup>3</sup></b> <b>1 cuve de rinçage de 3,3 m<sup>3</sup></b>	A
2940 – 2 a	Application et séchage de peinture , procédé autre que le trempé ; la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée étant supérieure à 100 kg/j : <b>Pulvérisation et séchage de peinture ; la quantité maximale de peinture pulvérisée étant de 180 kg/j</b>	A
1180 – 1	Utilisation d'appareils contenant plus de 30 litres de polychlorobiphényles : <b>2 transformateurs au pyralène</b> <b>contenant au total 925 litres</b>	D

2910 – A.2 /	Installations de combustion au fuel domestique dont la puissance thermique est comprise entre 2 MW et 20 MW : 4 chaudières : 3 x 3480 kW + 295 kW = 10735 kW générateurs de chauffe : 754 kW + 2 x 209 kW + 870 kW <b>soit une puissance totale de 12,777 MW</b>	D
2920 – 2 /	Installations de compression dont la puissance absorbée est comprise entre 50 kW et 500 kW : 3 compresseurs : 2 x 75 kW + 160 kW <b>soit une puissance totale de 310 kW</b>	D
2925 /	Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale en courant continu étant supérieur à 10 kW : 1 local de charge : 91 kW 1 zone magasin (transpalettes) : 13,5 kW <b>soit une puissance totale de 104,5 kW</b>	D
Pour mémoire		
✓ 1156	Stockage et emploi d'oxyde d'azote inférieur à 200 kg	NC
/ 1220	Stockage et emploi d'oxygène inférieur à 2 tonnes	NC
/ 1418	Stockage et emploi d'acétylène inférieur à 100 kg	NC
253 – 1430 /	Dépôts de liquides inflammables de capacité équivalente totale inférieure à 10 m <sup>3</sup> (9,37m <sup>3</sup> )	NC
/ 1530	Dépôt de 300 m <sup>3</sup> de carton	NC

<sup>(1)</sup> AS : Autorisation avec servitudes – A : Autorisation – D : Déclaration – NC : Non Classé

## **ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION**

### **2.1. - Plans**

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation.

### **2.2. - Modifications**

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, au mode d'exploitation ou à l'implantation du site doit être portée à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers.

### **2.3. - Accidents – Incidents**

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations, qui sont de nature à porter atteinte

aux intérêts mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 76.663 modifiée du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Les dépenses occasionnées par les analyses, campagnes de mesure, interventions d'urgence, remises en état, consécutives aux accidents ou incidents indiqués ci-dessus, sont à la charge de l'exploitant.

#### 2.4. - Cessation d'activités

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation (ou de l'ouvrage) sur son environnement.

#### 2.5. - Intégration dans le paysage

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement :

- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont prévus.

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leurs périphéries font l'objet d'un soin particulier.

#### 2.6. - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'Inspection des Installations Classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

#### 2.7. - Contrôles inopinés

L'Inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

## **2.8. - Hygiène et sécurité**

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

### **ARTICLE 3 : TEXTES APPLICABLES**

Sans préjudice des autres prescriptions figurant au présent arrêté, sont applicables aux installations de l'établissement :

- l'arrêté modifié du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie (JO du 31 juillet 1975) ;
- l'arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques dans les établissements réglementés au titre de la législation sur les Installations Classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (JO NC du 30 avril 1980) ;
- l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances (JO du 16 février 1985) ;
- l'arrêté du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines Installations Classées (JO du 26 février 1993) ;
- l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (JO du 27 mars 1997) ;
- l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation (JO du 3 mars 1998) ;
- l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes (JO du 18 juillet 1998) ;
- le décret modifié n° 94-609 du 13 juillet 1994, relatif notamment aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages (JO du 21 juillet 1994 et du 18 mars 1995) ;
- le décret n°97-517 du 15 mai 1997 relatif à la classification des déchets dangereux (JO du 23 mai 1997) ;

## **TITRE II : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU**

### **ARTICLE 4 : PRELEVEMENTS D'EAU**

#### **4.1. - Origine de l'approvisionnement en eau**

L'eau utilisée dans l'établissement provient uniquement du réseau public de distribution d'eau potable de la ville de DREUX. La consommation annuelle est d'environ 11 000 m<sup>3</sup>.

#### **4.2. - Relevé des prélèvements d'eau**

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le

relevé des volumes prélevés doit être effectué hebdomadairement. Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **4.3. - Protection des réseaux d'eau potable**

Toutes dispositions seront prises dans l'établissement pour éviter, à l'occasion d'une mise en dépression du réseau public d'alimentation en eau, tout phénomène de retour d'eau susceptible de polluer le réseau d'eau potable.

Cette protection pourra être réalisée par la mise en place d'un réservoir de coupure ou bac de disconnexion. L'alimentation en eau de cette réserve se fera soit par surverse totale, soit au dessus d'une canalisation de trop plein (5 cm au moins au-dessus) installée de telle sorte qu'il y ait rupture de charge avant déversement, par mise à l'air libre.

Le réservoir de coupure ou le bac de disconnexion pourront être remplacés par un ou des disconnecteurs à zone de pression réduite contrôlable, répondant aux prescriptions énoncées au titre 1<sup>er</sup> du Règlement Sanitaire Départemental.

### **ARTICLE 5 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

#### **5.1. - Canalisations de transport de fluides**

Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes.

Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

#### **5.2. - Plan des réseaux**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations ainsi que des services d'Incendie et de Secours.

#### **5.3. - Cuvettes de rétention**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, les lubrifiants exceptés, 50 % de la capacité totale des fûts,

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir associé(s) à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes à l'arrêté du 2 février 1998 ou doivent être éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

## **ARTICLE 6 : COLLECTE DES EFFLUENTS**

Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées (et les autres eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées.

En complément des dispositions prévues à l'article 5.1. du présent arrêté, les réseaux d'eaux usées doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Le réseau de collecte des eaux de ruissellement des voiries est constitué de canalisations non susceptibles d'être dégradés par des hydrocarbures.

## **ARTICLE 7 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS**

### **7.1. - Obligation de traitement**

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

### **7.2. - Conception des installations de traitement**

Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

### **7.3. - Entretien et suivi des installations de traitement**

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement (ou en continu avec asservissement à une alarme).

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **7.4. - Dysfonctionnements des installations de traitement**

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement sont susceptibles de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

## **ARTICLE 8 : DEFINITION DES REJETS**

### **8.1. - Rejet en nappe**

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités, autres que ceux dont l'épandage est autorisé par le présent arrêté, dans la nappe d'eaux souterraines est interdit.

### **8.2. - Caractéristiques générales des rejets**

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation des sols, de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration.

## **ARTICLE 9 : VALEURS LIMITES DE REJETS**

### **9.1. - Eaux pluviales de toiture**

Les eaux pluviales de toiture sont admises sans prétraitement dans le réseau de collecte des eaux pluviales desservant la ville de DREUX.

### **9.2. - Eaux de refroidissement**

Les eaux de refroidissement sont en circuit fermé.

### **9.3. - Eaux usées domestiques**

Les eaux vannes et eaux ménagères sont collectées dans le réseau eaux usées de l'établissement. Leur rejet s'effectue dans le réseau d'assainissement communal aboutissant à la station d'épuration urbaine de DREUX.

### **9.4. - Eaux de ruissellement**

Les eaux pluviales collectées sur les aires de stationnement des véhicules (quais de chargement et de déchargement) transitent par un débourbeur séparateur à hydrocarbures calculé selon les règles de l'art, avant rejet dans le réseau de collecte des eaux pluviales.

Ce dispositif est régulièrement entretenu et les déchets qui y sont collectées doivent être éliminés



dans une installation autorisée à cet effet.

Les eaux épurées qui en sont issues respectent, sans dilution, avant de rejoindre le collecteur des eaux pluviales communal les valeurs limites suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Matières En Suspension totales : 35 mg/l (NF.EN 872) ;
- Demande Chimique en Oxygène : 125 mg/l ;
- Hydrocarbures totaux : 10 mg/l (NFT 90-114).

#### 9.5. - Eaux usées industrielles – eaux résiduaires

Les eaux issues de la chaîne de peinture (dégraissage, rinçage, cabine de peinture à rideau d'eau) sont évacuées comme déchets.

Les eaux de lavage des sols de l'atelier d'essais de moteurs sont traitées dans un débourbeur séparateur à hydrocarbures, à obturateur automatique, calculé selon les règles de l'art, avant rejet dans le réseau de collecte des eaux pluviales.

Ce dispositif est régulièrement entretenu et les déchets qui y sont collectés doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet.

Les eaux épurées qui en sont issues respectent, sans dilution, avant de rejoindre le collecteur des eaux pluviales communal les valeurs limites suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Matières en suspension totales : 35 mg/l (NF.EN 872)
- Demande Chimique en Oxygène : 125 mg/l ;
- Hydrocarbures totaux : 10 mg/l (NFT 90-114).

#### 9.6. - Dilution des effluents

La dilution des effluents est interdite ; en aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limite fixées par le présent arrêté.

### **ARTICLE 10 : CONDITIONS DE REJET**

#### 10.1. - Conception et aménagement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

#### 10.2. - Points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des

interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées et du service chargé de la police des eaux.

### **10.3. - Raccordement**

Les effluents peuvent être admis dans le réseau public de collecte des eaux usées, raccordé à la station d'épuration urbaine, sous réserve d'une autorisation de raccordement au réseau public délivrée en application de l'article L 35-8 du code de la santé publique par la collectivité à laquelle appartient le réseau, et définissant les conditions techniques de rejet.

L'autorisation fixe les caractéristiques maximales et, en tant que de besoin minimales, des effluents déversés au réseau ; elle énonce également les obligations de l'exploitant raccordé en matière d'autosurveillance de son rejet.

## **ARTICLE 11 : SURVEILLANCE DES REJETS**

Une campagne de mesures des rejets de l'atelier d'essais de moteurs, en aval du débourbeur séparateur à hydrocarbures doit être réalisée, par un laboratoire agréé, pendant 2 semaines. Cette campagne doit avoir lieu dans un délai de 3 mois après la mise en service de l'atelier.

Les paramètres mesurés seront les suivants : pH, MES, DCO et Hydrocarbures totaux. Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la campagne de mesures.

## **TITRE III : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

### **ARTICLE 12**

#### **12.1. - Dispositions générales**

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé, à la sécurité et à la salubrité publiques, à la production agricole, à la nature et à l'environnement, à la bonne conservation des sites et des monuments.

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, etc...

Le brûlage à l'air libre est interdit.

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.

#### 12.2. - Conditions de rejet

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluent doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme N.F.X. 44052.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

#### 12.3. - Définitions

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportée à des conditions normalisées de température (273 °K) et de pression (101,3 Kpa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en masse par mètres cube rapportée aux mêmes conditions normalisées et, lorsque cela est spécifié, à une teneur de référence en oxygène ou gaz carbonique.

Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides.

#### 12.4. - Caractéristiques

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère seront inférieures ou égales aux valeurs suivantes :

- poussières : 100 mg/Nm<sup>3</sup> ( 40 mg/Nm<sup>3</sup> dans le cas d'un flux supérieur à 1 kg/h) ;
- COV : 150 mg/Nm<sup>3</sup> ;

La dilution des rejets atmosphériques est interdite ; en aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées ci-dessus.

### **TITRE IV : PREVENTION DES BRUITS ET DES VIBRATIONS**

#### **ARTICLE 13 : PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS**

##### 13.1. - Construction et exploitation

L'installation doit être construite équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

### 13.2. - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret N° 95.79 du 23 janvier 1995) et des textes pris pour son application.

### 13.3. - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### 13.4. - Emergence

Au sens de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, on appelle :

#### **émergence :**

- la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement) ;
- dans le cas d'un établissement faisant l'objet d'une modification autorisée, le bruit résiduel exclut le bruit généré par l'ensemble de l'établissement modifié.

#### **zones à émergence réglementée :**

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

### 13.5. - Niveaux acoustiques

L'établissement fonctionne du lundi au vendredi pendant 52 semaines par an.

Les horaires de fonctionnement des installations sont les suivants :

- d'octobre à mars : de 5 h à 21 h (19 h le vendredi) ;
- d'avril à septembre : mêmes horaires ; exceptionnellement, travail en 3 x 8 pendant 5 à 6 semaines avec activités le samedi matin.

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Emplacement	Niveaux-limites admissibles de bruit en dB(A)	
	Période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
En limite de propriété rue de Livraindières	57,5	51,6

### 13.6. - Contrôles

L'exploitant fait réaliser, suivant une fréquence triennale, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées.

Les emplacements des points de contrôle sont définis en concertation avec le service d'Inspection des Installations Classées de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.

## TITRE V : TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

### ARTICLE 14 : TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

#### 14.1. - Généralités

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets produits.

A cette fin, conformément à la partie « déchets » de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, successivement :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; à ce titre, les emballages en papier et carton, plastiques ou métalliques collectés doivent être valorisés dans les conditions stipulées par le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 ;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

#### 14.2. - Conditions de stockage

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégés des eaux météoriques.

Les cuvettes de rétention répondent aux dispositions de l'article 5.3 ci-dessus.

Les déchets constitués ou imprégnés de produits inflammables, dangereux ou toxiques sont conservés en attendant leur enlèvement dans des récipients clos et étanches. On dispose à proximité des extincteurs ou moyens de neutralisation appropriés au risque.

#### 14.3. - Nature des déchets produits

Code déchets*	Nature du déchet	Filières de traitement
08 01 08	boues de peinture	IE
08 01 08 11 01 08	eaux de la chaîne de peinture (y compris les eaux de dégraissage)	IE
12 01 01	déchets métalliques	VAL – E
12 01 06 et 12 01 07	huiles de moteurs	IS ou PCV
12 01 08 - 12 01 09 12 01 10	huiles solubles	
15 01 03	palettes	VAL – E
15 01 04	fûts vides	VAL – E
20 01 01 20 01 03	déchets banals en mélange	DC 2

*\*le code déchet est précisé dans la nomenclature des déchets - J.O. du 11/11/97*

#### 14.4. - Elimination

Les déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés que dans une installation classée autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2002, l'exploitant devra justifier du caractère ultime, au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 15 juillet 1975 modifiée, des déchets mis en décharge.

Les boues provenant du traitement des eaux ne peuvent être utilisées en agriculture que si elles sont conformes aux spécifications énoncées au titre 4 de la norme NFU-44.041.

Tout brûlage à l'air libre ou dans une installation non autorisée, au titre de la législation relative aux installations classées, de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdit.

Conformément au décret n° 79.981 du 21 novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées, les huiles minérales ou synthétiques usagées sont soit remises aux ramasseurs agréés pour l'EURE-ET-LOIR, soit transportées directement pour mise à disposition d'un éliminateur agréé au titre du décret susvisé ou autorisé dans un autre état membre de la C.E.E. en application de la Directive C.E.E. n° 75.439 modifiée par la Directive C.E.E. n° 87.101 du 22 décembre 1986.

#### **14.5. - Comptabilité - Autosurveillance**

Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes :

- codification selon la nomenclature des déchets publiée au J. O. du 11/11/1997
- type et quantité de déchets produits
- opération ayant généré chaque déchet
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets
- nom et adresse des centres d'élimination
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination.

Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Un récapitulatif trimestriel est adressé à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit le trimestre écoulé.

### **TITRE VI : PREVENTION DES RISQUES ET SECURITE**

#### **ARTICLE 15 : SECURITE**

##### **15.1. - Organisation générale**

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

##### **15.2. - Règles d'exploitation**

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques) ;
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement ;
- la maintenance et la sous-traitance ;
- l'approvisionnement en matériel et matière ;
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Ces dispositions sont tenues à disposition de l'inspecteur des installations classées et feront l'objet d'un rapport annuel.

Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une année.

La conduite des installations, tant en situations normales qu'incidentelles ou accidentelles, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles d'assurance de la qualité.

#### 15.3. - Moyens d'alerte

Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux, etc...) sont réservés à la gestion de l'alerte.

Des alarmes appropriées sont alors déclenchées pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.

#### 15.4. - Consignes d'exploitation

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement les contrôles à effectuer en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux, de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

#### 15.5. - Consignes de sécurité

Des consignes générales d'incendie et des plans d'évacuation doivent être établis, tenus à jour et affichés dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, du service d'incendie et de secours et du centre anti-poison ;
- les procédures d'arrêt d'urgence (électricité, réseaux de fluides).

#### 15.6. - Etiquetage - Fiches de sécurité

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles, le nom des produits et les symboles de danger, conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

L'exploitation des installations doit s'effectuer sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant connaissance des dangers des produits stockés et à mettre en œuvre dans les installations.

L'exploitant constituera et tiendra à jour :

- un recueil des fiches de données de sécurité des substances et préparations chimiques stockées et utilisées dans l'entreprise présentant des risques pour la sécurité des personnes et pour l'environnement ;
- un inventaire des produits stockés avec leur localisation dans l'entreprise et faisant apparaître :
  - les quantités stockées pour chaque catégorie de risques (liquides inflammables, substances nocives ou toxiques, substances comburantes, ...) ;



- la nature des substances reconnues incompatibles entre elles ou avec l'eau.

Ces documents seront conçus facilement exploitables.

Le recueil et l'inventaire devront être mis en lieu sûr, disponibles rapidement et en toutes circonstances. Copie du recueil des fiches de données de sécurité mis à jour sera communiqué sur sa demande au Service Prévention du Centre de Secours Principal territorialement compétent.

#### 15.7. - Interdiction des feux

Il est interdit d'apporter ou de provoquer du feu sous une forme quelconque sur les sites de production et de stockage sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ».

Il est notamment interdit de fumer sur l'ensemble des installations de production et de stockage.

Ces interdiction doivent être affichées en caractère apparents dans les lieux fréquentés par le personnel à l'intérieur comme à l'extérieur des locaux.

#### 15.8. - Permis de feu

Tous travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant l'emploi d'une flamme ou d'une source chaude ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de feu et la consigne particulière peuvent être établis soit par l'exploitant, soit par l'entreprise extérieure, mais ils doivent être signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

A la fin des travaux et avant la reprise de l'activité une vérification des installations doit être effectuée.

### **ARTICLE 16 : ALIMENTATION ELECTRIQUE**

#### 16.1. - Installations électriques

Les installations électriques sont notamment conformes à la norme NFC 15-100.

Un éclairage de sécurité (évacuation, secours et balisage), au minimum de type C conformément aux réglementations en vigueur, doit être mis en place avant le 31 décembre 2000.

L'équipement électrique doit être conforme à l'arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion (JO - NC du 30 avril 1980).

A ce titre, l'exploitant définit, sous sa responsabilité :

- les zones de type 1 dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives gazeuses de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement ;
- les zones de type 2 dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives gazeuses de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée.

Les zones de type 1 et 2 définies ci-dessus sont consignées sur un plan tenu à la disposition de

l'Inspection des Installations Classées et dont copie est transmise au vérificateur des installations électriques.

Dans les zones de type 1, les installations électriques doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et répondre aux dispositions du décret n° 78-779 du 17 juillet 1978 et de ses textes d'application.

Dans les zones de type 2, les installations électriques doivent répondre aux prescriptions exigibles pour les zones de type 1, ou être constituées de matériels de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

Les engins de manutention non adaptés à ces zones (par exemple chariot élévateur ordinaire) ne doivent pas y pénétrer ; les dispositifs de manutention manuelle ou les chariots élévateurs utilisables en zone à risque d'explosion sont seuls autorisés.

Dans les zones de type 1 et 2, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, tout autre appareil, machine ou matériel étant placé en dehors d'elles.

Les canalisations situées dans ces zones ne doivent pas être une cause possible d'inflammation des atmosphères explosives éventuelles (catégorie C 2 au sens de la norme NFC 32070) ; elle seront convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits qui sont utilisés ou fabriqués dans les zones en cause.

L'exploitant définit sous sa responsabilité les zones dans lesquelles des atmosphères poussiéreuses explosibles peuvent apparaître :

- les zones de type 20 dans lesquelles une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est présente dans l'air en permanence ou pendant de longues périodes ou fréquemment ;
- les zones de type 21 dans lesquelles une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles peut occasionnellement se former dans l'air en fonctionnement normal ;
- les zones de type 22 dans lesquelles une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se former dans l'air en fonctionnement normal ou bien si une telle formation se produit néanmoins, n'est que de courte durée.

Les matériels électriques, réduits à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, répondent dans ces zones aux dispositions suivantes :

- protection contre la pénétration des poussières : IP 6x pour les zones 20 et 21, IP 5x pour les poussières non conductrices en zone 22 ;
- température maximale de surface inférieure à la plus faible des deux valeurs suivantes :
  - 2/3 de la surface d'auto-inflammation du nuage de poussières considérés ;
  - température d'auto-inflammation d'une couche de poussière de 5 mm d'épaisseur diminuée de 75° C.

Les câbles électriques alimentant les appareils dans les zones 20 et 21 sont du type « non propagation de flamme » suivant la norme NFC 32070.

## 16.2. - Eclairage

L'éclairage est réalisé à l'aide d'énergie électrique.

Les appareils sont fixes et sont situés de sorte à ne pouvoir être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières, produits ou substances entreposés pour éviter leur échauffement.

L'emploi de lampes suspendues à bout de fil conducteur est interdit.

#### **16.3. - Contrôles**

Une vérification de la conformité des installations électriques et matériels avec les dispositions ci-dessus est effectuée annuellement par un technicien compétent. Les rapports de ces visites sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

### **ARTICLE 17 : INFRASTRUCTURES**

#### **17.1. - Clôture de l'établissement - accès**

L'aire d'emprise des installations est clôturée sur la totalité de son périmètre au moyen d'une clôture efficace dont les portails, dotés de serrure de sûreté, demeurent fermés à clé en l'absence du personnel d'exploitation.

La surveillance des accès du site est assurée en permanence par le personnel d'encadrement pendant les heures de travail.

En dehors des heures de travail, la surveillance permanente est assurée :

- soit par un agent ou préposé chargé spécialement de cette fonction et disposant d'un logement ou abri approprié ;
- soit par télésurveillance assurée par une entreprise de surveillance de gardiennage dûment autorisée lorsqu'il n'y a pas de gardien sur place ou après les heures de service de celui-ci.

#### **17.2 - Circulation dans l'établissement**

L'établissement doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

A cet effet, une voie engin permettant l'accès des engins le long de la façade sud doit être aménagée. Une aire de retournement doit être créée à l'extrémité de cette voie pour permettre aux engins de faire demi-tour. Ces travaux d'aménagement doivent être réalisés dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

La voie d'accès à l'établissement doit rester libre, exempte de tout stockage ou de tout véhicule en stationnement sur les voies de circulation. Les palettes ou tout autre objet stockés sur le site ainsi que les véhicules en stationnement ne doivent pas empêcher la libre circulation des engins de secours.

L'agent affecté à la surveillance du site ou tout employé présent au moment des faits prend toute disposition afin que l'intervention des services de secours, en cas de sinistre, puisse se faire dans les meilleures conditions possibles (ouverture des portails d'accès, accessibilité à toutes les façades et poteaux d'incendie, information quant à la nature du sinistre, ...)

Les voies ont les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3 m ;
- rayons intérieurs de giration : 11 m ;
- hauteur libre : 3,50 m ;
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

#### **17.3. - Equipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions

matérielles interdisent leur réutilisation.

## **ARTICLE 18 : MESURES PARTICULIERES AUX DIFFERENTES INSTALLATIONS**

### **18.1. - Ateliers d'essais de moteurs**

#### **Dispositions constructives :**

L'atelier ne sera pas surmonté d'étages occupés ou habités par des tiers ; ses éléments de construction présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- parois coupe-feu de degré 1 heure ;
- couverture incombustible ou plancher haut coupe-feu de degré 1 heure ;
- portes pare flammes de degré une demi-heure.

#### **Air :**

Le point de rejet doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.

Les fumées d'échappement seront traitées pour respecter les valeurs limites suivantes :

- poussières : 100 mg/Nm<sup>3</sup> (40 mg/Nm<sup>3</sup> dans le cas d'un flux supérieur à 1kg/h) ;
- COV : 150 mg/Nm<sup>3</sup> ;
- NO<sub>2</sub> : 500 mg/Nm<sup>3</sup>

Une campagne de mesures des rejets gazeux doit être réalisée, selon les méthodes normalisées en vigueur, par un organisme agréé, dans un délai de 3 mois après la mise en service de l'atelier. Le débit rejeté et les polluants suivants seront mesurés : poussières, CO, CO<sub>2</sub>, Oxydes d'azote, COV.

Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Les résultats sont envoyés à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la réception des résultats.

La campagne de mesures visée ci-dessus doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans, par un organisme agréé. Les résultats sont envoyés à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la réception des résultats.

#### **Bruit :**

La période d'activité journalière de l'atelier est fixée de 7 h à 20 h.

Les locaux seront convenablement insonorisés de manière à respecter les limites fixées aux articles 13.4 et 13.5. En particulier, les bans d'essais seront isolés phoniquement.

#### **Déchets :**

Les déchets métalliques provenant des pots catalytiques seront stockés dans des emballages hermétiques dans un espace prévu à cet effet, dans l'attente d'enlèvement par un récupérateur agréé.

#### **Sécurité :**

Les prescriptions émises par le service incendie, le 25 janvier 1999 lors de l'instruction du permis de construire du bâtiment, doivent être respectées :

- 1) Apposer sur les portes coupe-feu (ou pare-flammes) à fermeture automatique en cas d'incendie, ou à leur proximité immédiate une signalétique bien visible portant la mention « PORTE COUPE-FEU NE METTEZ PAS D'OBSTACLE SA FERMETURE ».
- 2) S'assurer de la mise en place de portes coupe-feu de degré 1 h avec des ferme porte pour les deux locaux de servitudes.
- 3) Réaliser les installations électriques conformément à la norme française C 15.100 et les faire vérifier par un organisme agréé.
- 4) Mettre en place des extincteurs de nature et de capacités appropriées aux risques à défendre.
- 5) Réaliser un système de détection incendie appropriés dont la mise en place sera obligatoirement subordonnée aux modalités suivantes :
  - utilisation de composants (tableau de signalisation, détecteurs ...) conformes à la norme française S 61 950 revêtus des estampilles de conformité
  - agrément de l'installateur adjudicataire du chantier par le chantier du matériel de détection
  - souscription par le propriétaire ou l'exploitant d'un contrat d'entretien des équipements (tableau de signalisation, détecteurs, câblages, batterie...). Le contrat d'entretien devra être renouvelé périodiquement.
- 6) S'assurer que l'hydrant soit conforme à la norme NFS 61.211 ou 61.213 et piqué directement sur une canalisation assurant un débit minimum de 1 000 l/min sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62.200).
- 7) Afficher, bien en évidence, dans chaque local ou dégagement desservant un groupe de locaux (art. R232.12.20) :
  - la liste et l'emplacement des matériels d'extinction et de secours et le personnel chargé de sa mise en œuvre
  - les personnes désignées afin de diriger l'évacuation des occupants
  - les moyens d'alerte et les personnes chargées de cette tâche
  - l'adresse et le numéro d'appel téléphonique des sapeurs-pompiers
  - les interdictions de fumer et de pénétrer avec une flamme nue dans les parties présentant des risques particuliers d'incendie

9) Respecter la notice de sécurité en date du 10 décembre 1998.

Il est interdit d'entreposer dans l'atelier d'essais de moteurs des liquides inflammables autres que ceux des réservoirs d'alimentation normale des moteurs.

## 18.2. - Atelier de travail mécanique des métaux

### **Dispositions constructives :**

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou à usage d'habitation.

Ses éléments de construction présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures ;
- couverture incombustible ;
- portes donnant vers l'extérieur pare flammes de degré une demi-heure.

### **Ventilation :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

#### **Air :**

Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies à l'article 12.4.

Le point de rejet doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.

Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés à l'article 12.4 doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans, par un organisme agréé. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Les résultats sont envoyés à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la réception des résultats.

#### **18.3. - Traitement de surface**

L'atelier doit être aménagé et exploité conformément aux dispositions de l'arrêté du 26 septembre 1985 relatifs aux ateliers de traitements de surface

En particulier, tout rejet d'eaux industrielles issue de la ligne de traitement (dégraissage et rinçage) est interdit. Ces effluents sont évacués comme déchets en respectant les dispositions de l'article 14.

#### **18.4. - Préparation des peintures**

Le local de préparation et de distribution de peintures doit être isolé par des parois coupe-feu de degré 2 h, munies de porte coupe feu de degré 1h avec ferme porte.

Les matériels électriques utilisés dans ce local doivent être utilisables dans les atmosphères explosives

Le local doit être pourvu d'une ventilation d'extraction située en partie basse.

#### **18.5. - Application et séchage de peinture**

##### **Dispositions constructives :**

Les éléments de construction des cabines d'application et de séchage de peinture sont en matériaux incombustibles et pare flamme de degré 1 h.

Les locaux adjacents à l'atelier de peinture ont une issue de dégagement indépendante.

Les portes des cabines de peinture, au nombre de 2 au moins, sont munies chacune d'un rappel autonome de fermeture ou d'un dispositif de rappel automatique asservi au pistolet, elles s'ouvrent dans le sens de la sortie et ne comporteront aucun dispositif de condamnation (serrure, verrou, etc...)

#### **Air :**

L'application de peinture se fait dans 2 cabines réservées à cet usage, pourvues d'une aération, et les vapeurs sont aspirées mécaniquement grâce à des bouches d'aspiration placées au-dessous des objets à peindre.

La ventilation mécanique doit être suffisante pour éviter que les vapeurs provenant de la pulvérisation et du séchage puissent se répandre dans l'atelier. Ces vapeurs doivent être refoulées au dehors par une cheminée de hauteur convenable et disposée dans des conditions évitant toute incommodité pour le voisinage. En outre, l'atelier doit être largement ventilé, mais de façon à ne pas incommoder le voisinage par les odeurs.

Les installations d'application et de séchage de peinture sont asservies aux dispositifs d'extraction et de lavage des vapeurs.

La ventilation doit être munie d'un dispositif de post-balayage suffisant pour éliminer les vapeurs restant dans les cabines après arrêt de la pulvérisation.

Un dispositif efficace de captation des gaz, poussières par lavage est mis en place dans les cabines de pulvérisation. En aucun cas, les liquides récupérés ne doivent être rejetés à l'égout. Ces effluents sont évacués comme déchets en respectant les dispositions de l'article 14.

Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies à l'article 12.4.

L'exploitant doit engager une étude technico-économique permettant de définir l'origine des COV rejetés par l'atelier d'application et de séchage de peinture et les dispositions à mettre en œuvre pour respecter la concentration de  $150 \text{ mg/Nm}^3$  en COV en sortie de ces installations. Cette étude sera réalisée dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Un exemplaire sera envoyé à l'inspection des installations classées.

Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés à l'article 12.4 doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, par un organisme agréé, à une fréquence au moins annuelle. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Les résultats sont envoyés à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la réception des résultats.

#### **Sécurité :**

Le débit des ventilateurs d'extraction doit être suffisant pour éviter toute possibilité de formation d'une atmosphère explosive dans les installations d'application et de séchage de peinture.

Toutes les hottes et tous les conduits d'aspiration et de refoulement sont en matériaux incombustibles ; s'ils traversent d'autres locaux, la résistance au feu de leur structure doit être coupe-feu de degré 1h.

Toutes les parties métalliques (éléments de construction, hottes ou conduits, objets à peindre, supports et appareils de pulvérisation) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes en vigueur.

Un coupe circuit multipolaire, placé au dehors de l'atelier et dans un endroit facilement accessible, permettra l'arrêt des ventilateurs en cas de début d'incendie.

Le chauffage de l'atelier ne peut se faire que par fluide chauffant (air, eau ou vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure n'excédant pas  $150^\circ\text{C}$ .

On pratiquera de fréquents nettoyages, tant du sol que de l'intérieur des hottes et des conduits d'aspiration et d'évacuation des vapeurs, de manière à éviter toute accumulation de poussières et vernis secs susceptibles de s'enflammer. Ce nettoyage sera effectué de façon à éviter la production d'étincelles. L'emploi de lampes à souder ou d'appareils à flammes pour effectuer ce nettoyage est formellement interdit.

On ne conservera dans l'atelier que la quantité de produit nécessaire pour le travail de la journée et, dans les cabines, celle pour le travail en cours.

Le local comprenant le stock de peinture de l'établissement doit être placé à une distance suffisante pour qu'il ne puisse y avoir propagation ou risque d'incendie.

Il est interdit d'utiliser, à l'intérieur du local d'application de peinture, des liquides inflammables pour

un nettoyage quelconque (mains, outils, etc...)

L'application de vernis à base d'huiles siccatives est interdite dans l'atelier.

Les fûts de peinture, les emballages de solvants, etc... doivent être soigneusement vidés de leurs contenus avant leur évacuation comme déchets en respectant les dispositions de l'article 14.

#### **18.6. - Transformateurs contenant des PCB**

Les 2 transformateurs au pyralène contenant au total 925 litres de polychlorbiphényles seront exploités conformément aux dispositions de l'instruction technique annexée à la circulaire du 30 septembre 1985 relative aux installations utilisant ou mettant en œuvre des polychlorbiphényles (PCB)

En particulier, les transformateurs doivent être munis de cuvettes de rétention étanches conformément aux dispositions de l'article 5.3. du présent arrêté.

Les 2 transformateurs seront éliminés dans des installations dûment autorisées au plus tard le 31 décembre 2001. L'exploitant en adressera les justificatifs à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit cette élimination.

#### **18.7. - Dépôt de liquides inflammables**

Les réservoirs enterrés de fuel domestique, d'essence et de gas oil doivent respecter les dispositions de l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes.

En particulier, les réservoirs enterrés et équipements annexes doivent être conçus et exploités conformément aux dispositions techniques de l'annexe I de l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes.

Les réservoirs à simple paroi situés dans une fosse doivent subir un contrôle d'étanchéité tous les 5 ans par un organisme agréé suivant la procédure décrite à l'annexe II de l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes.

Un dégazage et un nettoyage du réservoir sont effectués avant ce contrôle d'étanchéité suivant la procédure décrite à l'annexe II précitée.

Le 1<sup>er</sup> contrôle d'étanchéité est effectué au plus tard 25 ans après la date de 1<sup>ère</sup> mise en service du réservoir.

#### **Réservoir enterré pour les essais moteurs**

18.7.1 Le réservoir contenant 2 000 litres d'essence et 1 000 litres de gas oil prévu pour l'atelier d'essais des moteurs doit être :

- soit à double paroi en acier, conforme à la norme NFM 88 513 ou à toute autre norme d'un Etat membre de l'Espace économique européen reconnue équivalente, muni d'un système de détection de fuite entre les deux protections qui déclenchera automatiquement une alarme optique et acoustique ;
- soit placé dans une fosse constituant une enceinte fermée et étanche, réalisée de manière à permettre la détection d'une éventuelle présence de liquide en tout point bas de la fosse ;
- soit conçu de façon à présenter des garanties équivalentes aux dispositions précédentes en terme de double protection et de détection de fuite.



**18.7.2 Les canalisations enterrées constituées d'une simple enveloppe en acier sont interdites.**

Les canalisations de remplissage, de soutirage ou de liaison doivent :

- soit être munies d'une deuxième enveloppe externe étanche en matière plastique, séparée par un espace annulaire de l'enveloppe interne, dont les caractéristiques répondent aux références normatives en vigueur ;
- soit être conçues de façon à présenter des garanties équivalentes aux dispositions précédentes en terme de double protection.

Toutefois, lorsque les produits circulent par aspiration ou gravité, sont acceptées les canalisations enterrées à simple enveloppe :

- soit composite constituées de matières plastiques ;
- soit métalliques spécifiquement protégées contre la corrosion (gaine extérieure en plastique, protection cathodique ou une autre technique présentant des garanties équivalentes).

De plus, lorsque les produits circulent par aspiration, le clapet anti-retour doit être placé au plus près de la pompe.

#### **Réservoirs enterrés existants de fuel domestique**

**18.7.3 Les 3 réservoirs simple enveloppe enterrés doivent être remplacés, ou transformés conformément à l'article 18.7.1, au plus tard le 31 décembre 2010.**

Les réservoirs simple enveloppe enterrés qui ont été stratifiés conformément à la norme NFM 88 553 ou à toute autre norme d'un Etat membre de l'Espace économique européen reconnue équivalente doivent être remplacés, ou transformés conformément à l'article 18.7.1, au plus tard le 31 décembre 2020.

Avant leur remplacement ou leur transformation, les réservoirs simple enveloppe en contact avec le sol doivent subir un contrôle d'étanchéité tous les 5 ans par un organisme agréé suivant la procédure décrite à l'annexe II de l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes.

Un dégazage et un nettoyage du réservoir sont effectués avant ce contrôle d'étanchéité suivant la procédure décrite à l'annexe II citée ci-dessus. Le 1<sup>er</sup> contrôle d'étanchéité est effectué au plus tard quinze ans après la date de 1<sup>ère</sup> mise en service du réservoir.

**18.7.4 Les canalisations de remplissage, de soutirage ou de liaison entre réservoirs non conformes aux dispositions de l'article 18.7.2 doivent subir un contrôle d'étanchéité tous les 10 ans par un organisme agréé suivant la procédure décrite à l'annexe III de l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes.**

Pour les canalisations installés avant le 31 décembre 1977 ainsi que pour les canalisations associées à des réservoirs simple enveloppe, le 1<sup>er</sup> contrôle d'étanchéité doit être effectué au plus tard le 31 décembre 2002.

#### **Dépôt des peintures et solvants**

**18.7.5 Les peintures et solvants sont stockés à l'extérieur de l'usine sous auvent et sur cuvette de rétention. Cette cuvette doit être respecter les dispositions de l'article 5.3 du présent arrêté.**

Les récipients doivent être maintenus fermés. Ils sont incombustibles, étanches, construits selon les règles de l'art et présentent une résistance suffisante aux chocs.

Ils doivent porter en caractères lisibles la dénomination du liquide renfermé.

Aucun emploi, aucun transvasement de peinture ou de solvant ne sera effectué dans le dépôt proprement dit.

Toute installation électrique autre que celle nécessaire à l'exploitation du dépôt est interdite.

Toutes les installations métalliques du stockage doivent être reliées par une liaison équipotentielle, reliée au sol par une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms.

Il est interdit de provoquer ou d'apporter dans le dépôt du feu sous forme quelconque, d'y fumer ou d'y entreposer d'autres matières combustibles.

Cette interdiction doit être affichée de façon apparente à proximité du dépôt.

On doit disposer, pour la protection du dépôt contre l'incendie, d'au moins 2 extincteurs homologués NF MIH 55 B et de sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec, et de pelles pour le répandre sur les fuites et égoutures éventuelles.

#### **18.8. - Installations de combustion**

La chaufferie fonctionne au fuel domestique. Elle est constituée de trois chaudières d'une puissance unitaire égale à 3480 kW et d'une chaudière d'une puissance égale à 295 kW.

Les générateurs de chauffe de la chaîne de peinture fonctionnent au fuel domestique. Ils sont constitués : d'un échangeur d'une puissance de 754 kW (dégraissage), de 2 échangeurs d'une puissance unitaire de 209 kW (rinçage chaud) et d'un générateur d'une puissance de 870 kW.

Les installations de combustion sont assujetties au respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié dans les délais impartis aux installations existantes à l'annexe de l'arrêté susvisé.

Elles sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

Les chaudières d'une puissance nominale supérieure à 400 kW respectent, à compter du 13 mars 2000, les dispositions du décret n° 98-817 du 11 septembre 1998 relatives aux rendements minimaux aux appareils de contrôles et à la tenue du livret de chaufferie.

Un contrôle périodique des installations consommant de l'énergie thermique est effectué par un organisme agréé, conformément au décret n° 98-833 du 16 septembre 1998 ; la période entre 2 contrôles ne doit pas excéder 3 ans.

#### **Sécurité :**

Les locaux doivent être isolés par des parois coupe-feu de degré 2 h, munies de porte coupe-feu de degré 1h avec ferme porte. Ces locaux doivent être équipés en partie haute et en partie basse de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et des gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). les commandes d'ouverture manuelles seront placées à proximité des accès.

Des dispositifs de coupure des circuits électriques et du combustible liquide devront également se trouver à proximité des portes de chaufferie.

#### **18.9. - Installations de compression**

La puissance absorbée des installations de compression s'élève à 310 kW.

##### **Dispositions constructives :**

Le local constituant le poste de compression doit être isolé par des parois coupe-feu de degré 2 h munies de porte coupe feu de degré 1h avec ferme porte, il ne comporte pas d'étage. Le toit est construit en matériaux légers de manière à permettre une large expansion vers le haut des débris d'appareils en cas d'accident.

##### **Compression :**

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés doivent satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz.

Des filtres efficaces, maintenus en bon état de propreté, doivent empêcher la pénétration d'impuretés solides dans l'air d'admission.

Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les appareils et canalisations de refoulement aux emplacements où des produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler ; les condensats collectés sont éliminés en tant que déchets conformément aux dispositions de l'article 14.

#### **18.10. - Ateliers de charge d'accumulateurs**

La puissance maximale en courant continu utilisable pour cette opération est de 104,5 kW.

Les prescriptions annexées au récépissé n° 98085 du 17 décembre 1998 sont reconduites.

Sans préjudice de ces dispositions, l'atelier doit être isolé par des parois coupe-feu de degré 2 h munies de porte coupe feu de degré 1h avec ferme porte.

### **ARTICLE 19 : MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

#### **19.1. - Protection contre la foudre**

19.1.1. - Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre, en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

19.1.2. - Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

19.1.3. - L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 19.1.1. ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

19.1.4. - Les pièces justificatives du respect des articles 19.1.1., 19.1.2. et 19.1.3. ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

19.1.5. - Les structures et les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles suivant les règles de l'art.

## 19.2. - Désenfumage

Un dispositif de désenfumage naturel sera installé pour permettre l'évacuation des fumées en cas d'incendie de l'ensemble des halls

Ce dispositif sera constitué, en partie haute et en partie basse du volume, d'une ou plusieurs ouvertures communiquant avec l'extérieur, de surfaces utiles respectives supérieures au 1/100 ème de la surface au sol de chaque canton, avec au minimum de 1 m<sup>2</sup>.

Les halls devront être recoupés en plusieurs cantons dont la superficie devra être déterminée en relation avec le Service Incendie. Ils seront délimités par des écrans de cantonnement en matériaux incombustibles et stables au feu de degré ¼ d'heure, soit par des éléments de structures présentant le même degré de stabilité.

## 19.3. - Moyens de secours

Un plan complet de l'établissement précisant la liste et l'emplacement des matériels d'extinction et de secours sera affiché bien en évidence près de chaque issue.

Des extincteurs de type et de capacité appropriés aux risques doivent être judicieusement répartis, visibles et accessibles en toutes circonstances.

Des robinets d'incendie armés sont installés de manière à ce que tout point des installations puisse être atteint par un jet.

Un poteau d'incendie interne est situé dans l'angle nord-ouest du site.

## 19.4. - Vérification

L'ensemble des moyens de secours doit être vérifié au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées sur un registre de sécurité tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

## 19.5. - Formation du personnel

Le responsable de l'établissement doit veiller à la formation sécurité de son personnel et si besoin d'équipes d'intervention entraînées.

#### 19.6. - Signalisation

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'arrêté du 4 août 1982 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours,
- des stockages présentant des risques,
- des locaux à risques,
- des boutons d'arrêt d'urgence

ainsi que les diverses interdictions.

### **TITRE VIII : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

#### **ARTICLE 20 : MODALITES D'APPLICATION**

##### 20.1. - Echéancier

Le présent arrêté est applicable dès sa notification à l'exception des prescriptions suivantes :

Articles	Objet	Délais d'application à compter de la notification de l'A.P.
11	Campagne de mesures des rejets aqueux de l'atelier d'essais des moteurs pendant 2 semaines	3 mois après la mise en service de l'atelier
16.1	Eclairage de sécurité	31/12/2000
17.2	Voie d'accès pompiers	31/12/2000
18.1	Campagne de mesures des rejets gazeux de l'atelier d'essais des moteurs	3 mois après la mise en service de l'atelier
18.2	Atelier de travail des métaux : - hall 0 à 6 - hall 7 à 11	30/06/2000 30/06/2001
18.4	Préparation de peinture : parois et porte coupe feu	30/06/2002
18.5	Etude technico-économique pour la réduction des émissions de COV issus de l'atelier de peinture	6 mois
18.6	Elimination des transformateurs au pyralène	31/12/2001
18.7.3	Remplacement des réservoirs de fuel domestique	31/12/2010

Articles	Objet	Délais d'application à compter de la notification de l'A.P.
18.7.4	1 <sup>er</sup> contrôle d'étanchéité des canalisations	31/12/2002
18.8	Chaudière principale : parois et porte coupe feu Chaudière magasin : parois et porte coupe feu	31/12/2000 31/12/2001
18.9	Local des compresseurs : parois et porte coupe feu	31/12/2000
18.10	Atelier de charge : parois et porte coupe feu	30/06/2002
19.2	Désenfumage et cantonnements : - hall 0 à 6 - hall 7 à 11	30/06/2000 30/06/2001
19.3	Robinetts d'incendie armés	30/06/2000

## 20.2. - Textes réglementaires antérieurs

Les dispositions du présent arrêté se substituent, à leur date d'effet éventuelle, aux dispositions imposées par l'arrêté préfectoral n° 2348 du 25 août 1982.

## **ARTICLE 21 : DISPOSITIONS GENERALES ET PARTICULIERES**

### 21.1. - Délais de prescriptions

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

### 21.2. - Délai et voie de recours

Le bénéficiaire de la présente autorisation peut contester la décision par un recours gracieux ou un recours hiérarchique.

Il peut également saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification de la présente autorisation.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, peuvent contester le présent arrêté d'autorisation en raison des inconvénients ou dangers que le fonctionnement de l'installation présente, en saisissant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du dit acte.

## **ARTICLE 22**

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire par voie administrative. Une ampliation en sera adressée à Messieurs les Maires des communes de DREUX, CHERISY, LURAY, MONTREUIL, SAINTE-GEMME MORONVAL et VERNOUILLET, à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement – Centre, et aux chefs de service consultés lors de l'instruction de

la demande.

Un extrait du présent arrêté sera inséré par les soins du Préfet d'Eure et Loir et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département. UN extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de DREUX pendant une durée d'un mois à la diligence de M. le Maire de DREUX qui devra justifier l'accomplissement de cette formalité au Préfet d'Eure-et-Loir.

Le même extrait est affiché en outre par le pétitionnaire près de ses installations.

**Article 23-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, M. le Maire de DREUX, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Centre, et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**FAIT à CHARTRES, le 6 décembre 1999**

**POUR LE PREFET,  
Le Secrétaire Général,**

**Evence RICHARD**

**POUR AMPLIATION  
L'Attaché, chef de bureau**

A circular official stamp is partially visible, with the text "A4.2" at the bottom. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in dark ink.

**Paulette BAHON**